

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 31/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC Aulnay

4 rue Pierre Fixot
93600 Aulnay-Sous-Bois

Code AIOT : 0006523200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Chimirec relève de la directive IED en raison du stockage temporaire de déchets dangereux, classé sous la rubrique 3550 de la nomenclature des ICPE. Il est considéré comme site prioritaire et la présente visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025 de la DRIEAT.

Par ailleurs, la visite a également consisté à faire un point avec l'exploitant concernant le plan de substitution de ses émulseurs contenant des PFAS, dans le cadre de l'action nationale correspondante.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt.

Depuis 2023, le site a obtenu la triple certification ISO 9001, 14 001 et OHSAS 18 001.

En 2022, le site a pris en charge 40 000 tonnes de déchets.

L'effectif sur le site est de 124 salariés.

Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2023-0744 du 30 mars 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Articles 3 et 4 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 6.1.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.5.2	/	Demande d'action corrective	1 et 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Provenance géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9.1.1	Sans objet
2	Procédure d'acceptation préalable des	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets		
4	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
5	Plan de substitution émulseurs	Règlement européen du 02/10/2025, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
6	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 1.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un type d'émulseur contenant des PFAS, sans en connaître pour le moment la concentration et la composition exacte. Des analyses d'échantillons sont en cours. En fonction des résultats, l'exploitant pourra se positionner sur les restrictions réglementaires associées aux types de PFAS retrouvés et mettre en œuvre un plan de substitution respectant les délais réglementaires. En tout état de cause, un plan de substitution est prévu au niveau du groupe « Chimirec », mais ce dernier n'est pas clairement établi à ce stade.

Enfin, l'inspection a réalisé une visite sur site au cours de laquelle il a été formulé à l'exploitant quelques remarques, reprises dans les fiches de constats ci-dessous. Les locaux étaient bien entretenus. Par ailleurs, les déchets étaient rangés par type dans différents compartiments et convenablement étiquetés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Provenance géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Provenance géographique des déchets
Prescription contrôlée : La zone de chalandise est limitée à l'Île-de-France et aux régions limitrophes.
Constats : Par courrier du 31 janvier 2025, l'exploitant a demandé qu'en cas de défaillance ou arrêt technique d'un autre site Chimirec sur le territoire national, les déchets puissent être rapatriés sur le site d'Aulnay-sous-Bois pour assurer le traitement, après accord par l'inspection des installations classées. Le cas s'est produit durant l'été 2025 pour pallier une période d'arrêt technique de l'atelier CSE du site de Javené (situé en Bretagne dans le département 35). Les déchets de cet établissement ont été rapatriés vers le site d'Aulnay-sous-Bois pour être broyés. Le code de l'environnement, notamment l'article L. 541-1 du code de l'environnement, fixe un principe de proximité permettant de limiter les distances entre les sites de production et de gestion des déchets, d'abaisser le coût du transport, l'impact environnemental et de favoriser le

<p>développement de filières locales :</p> <p><i>"Le principe de proximité mentionné au 4° consiste à assurer la prévention et la gestion des déchets de manière aussi proche que possible de leur lieu de production."</i></p> <p>Ce principe est repris dans le plan national de prévention et de gestion des déchets (PNPGD) et dans le plan régional (PRPGD) d'Île-de-France.</p> <p>Cependant, les textes ne contiennent pas d'interdiction formelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cette demande de dérogation à la prescription limitant la zone de chalandise à l'Île-de-France et aux régions limitrophes pourra être acceptée par arrêté préfectoral complémentaire, modifiant l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2023, en autorisant l'exploitant à recevoir ponctuellement des déchets provenant d'autres sites de Chimirec sur le territoire national, en fixant néanmoins certaines conditions préalables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant s'est assuré qu'un autre site plus proche ne serait pas en mesure d'assurer le traitement des déchets ; - L'opération n'engendre pas sur le site d'Aulnay-sous-Bois un dépassement de ses capacités de stockage et de traitement autorisées ; - L'opération n'engendre pas de difficultés à réceptionner les déchets habituels et n'impacte pas les circuits d'approvisionnement locaux ; - Chaque réception de ce type fait l'objet d'un porter à connaissance détaillant notamment le type de déchets, le flux attendu et la justification du respect des conditions ci-dessus. <p>L'inspection propose de traiter cette demande dans un rapport distinct proposant éventuellement un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Procédure d'acceptation préalable des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 9.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque déchet dangereux, à l'exception des huiles usagées, doit faire l'objet, préalablement à son arrivée sur le site, d'une procédure d'acceptation visant à définir son acceptabilité ou non et à identifier les filières de traitement adaptées.</p> <p>A cet effet, l'exploitant recueille les renseignements quantitatifs et qualitatifs disponibles sur le déchet produit (origine, composition chimique globale, opérations de traitement préalables réalisés le cas échéant, dangers présentés par le déchet, renseignements bibliographiques sur les principaux composants chimiques du déchet auprès du producteur.</p> <p>A partir de ces éléments, l'exploitant établit un certificat d'acceptation préalable qui doit contenir a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la provenance du déchet, notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur, • les modalités de la collecte du déchet (conditionnement et transport), • la désignation du déchet, • les principales caractéristiques physico-chimiques du déchet.

<p>Des dispositions d'acceptation préalables simplifiées peuvent être mises en place pour les déchets de catégorie générique (batteries, emballages souillés...) qui peuvent faire l'objet d'un certificat générique.</p> <p>La validité d'un certificat d'acceptation préalable ne peut excéder 12 mois.</p> <p>Les certificats d'acceptation échus sont conservés au moins 1 an par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les déchets dangereux et non dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi des déchets sur Trackdéchets, à l'exception de la collecte de pièces non dangereuses de véhicules utilitaires légers (VUL) dans les garages (les pare-chocs par exemple).</p> <p>Le refus de certains déchets est courant et l'inspection reçoit à ce titre un message automatique de l'application "Trackdéchets".</p> <p>Chaque déchet doit disposer d'un certificat d'acceptation préalable établi en amont avec le producteur. La plupart des certificats d'acceptation préalable produits pour un type de déchet en particulier est valable 1 an.</p> <p>Chaque déchet fait l'objet d'une fiche d'identification préalable (FIP) qui doit être validée par le laboratoire avant toute entrée sur le site (la création et la validation des FIP est définie dans une procédure "groupe"). Au besoin, sa validation est conditionnée par la réalisation d'analyses. Par exemple, un certificat d'acceptation préalable pour des boues d'hydrocarbures précise que des analyses d'échantillons doivent être réalisées à chaque réception.</p> <p>L'exploitant précise qu'une non-conformité peut être détectée au moment du déchargement du produit par le technicien chimiste, ou suite à une analyse du laboratoire. Le client dispose alors d'un délai de 2 à 4 jours pour venir récupérer son déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, Articles 3 et 4 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p>

<p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de la présence de matières dangereuses inflammables, le système de lutte contre l'incendie (sprinklers, déluges, extincteurs) est associé à des émulseurs. L'exploitant dispose de deux types d'émulseurs.</p> <p>L'un des deux, qui couvre plus de 90 % des usages, est l'émulseur SKUM ARC 3X3 EG. La fiche technique précise que la formule contient des substances chimiques fluorées C6 à chaîne courte, obtenues par télomérisation qui ne produisent pas de PFOS.</p> <p>Le produit est susceptible de contenir des PFAS perfluorés (notamment des PFHxA, PFHxS et PFHxDA) et polyfluorés.</p> <p>L'autre émulseur, plus récent, est mis à disposition pour l'atelier CSE. Il ne contiendrait pas de PFAS d'après l'exploitant.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a pris contact avec le fournisseur qui ne dispose d'aucune information supplémentaire sur les types et concentrations en PFAS de son produit. L'exploitant a donc sollicité un laboratoire pour effectuer une analyse de son émulseur. Les résultats de l'analyse devraient être prêts dans le courant du mois de décembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de l'analyse des PFAS dans ses émulseurs.</p> <p>Dans le cas où la concentration en PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS serait supérieure ou égale à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse), l'exploitant serait dans l'obligation de procéder au remplacement de son émulseur dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration</p>

égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

Constats :

L'exploitant a précisé qu'il n'utilisait aucun émulseur lors des exercices et des tests fonctionnels réalisés dans le cadre de la vérification du fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie. Cette prescription ne lui est donc pas applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de substitution émulseurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 02/10/2025 (annexe), annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de substitution

Prescription contrôlée :

Les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont définies comme toute substance contenant au moins un atome de carbone méthyle (CF₃) ou méthylène (CF₂) entièrement fluoré (sans qu'aucun atome H/Cl/Br/I n'y soit lié).

1. Ne peuvent être mises sur le marché ou utilisées à partir du 23 octobre 2030 dans les mousses anti-incendie à une concentration égale ou supérieure à 1 mg/L pour la somme de toutes les PFAS.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas :

a) à l'acide perfluorooctane sulfonique (PFOS), ses sels et les composés C₈F₁₇SO₃X apparentés au PFOS, à l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA, et à l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS), ses sels et les composés apparentés au PFHxS relevant de l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 ;

b) aux acides perfluorocarboxyliques linéaires et ramifiés de la formule C_nF_{2n+1}-C(=O)OH où n = 8, 9, 10, 11, 12 ou 13 (PFCA en C₉-C₁₄), y compris leurs sels et leurs combinaisons faisant l'objet d'une restriction prévue à l'entrée 68 ;

c) à l'acide undécafluorohexanoïque (PFHxA), ses sels et substances apparentées au PFHxA, pour les utilisations faisant l'objet d'une restriction prévue à l'entrée 79.

Constats :

L'inspection rappelle que l'exploitant utilise un émulseur susceptible de contenir des PFAS perfluorés (notamment des PFHxA, PFHxS et PFHxDA) et polyfluorés, sans disposer actuellement de plus d'informations concernant les types de PFAS présents et leurs concentrations.

L'exploitant a présenté à l'inspection une note technique interne au groupe relative à la réglementation des émulseurs concernant les PFAS.

Celle-ci indique notamment que les PFHxA sont interdits à l'utilisation seulement à partir de 2030 pour le secteur industriel.

L'exploitant précise que dans le cadre d'une démarche du groupe, il est prévu de remplacer les émulseurs des PIA avant 2027.

Observation à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que les restrictions concernant le PFHxS sont déjà entrées en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 1.2.1.2

Thème(s) : Autre, Détail des flux de déchets autorisés

Prescription contrôlée :

Les différents flux se répartissent de la façon suivante :

[...]

Déchet	Quantité maximale autorisée
[...]	
Batteries	50 tonnes
[...]	

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de 139 bacs contenant des batteries au plomb et dont le tonnage total serait susceptible d'être supérieur à la quantité totale autorisée, qui est de 50 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant de veiller à respecter le tonnage maximal autorisé pour chaque type de déchet.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 6.1.2
--

Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage des substances

Prescription contrôlée :

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. [...]

Constats :

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que plusieurs cuves de stockage d'eaux souillées comportaient un pictogramme indiquant des propriétés d'inflammabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Les eaux souillées n'étant pas inflammables, il est demandé à l'exploitant de retirer ce pictogramme de ces cuves.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.5.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
--

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. |
|---|

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
--

[...]

Cette capacité spécifique est assurée par le bassin étanche d'orage, d'un volume de 1835 m ³ au minimum. Ce bassin est équipé d'un dispositif automatique d'obturation permettant d'assurer son étanchéité lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

[...]

Constats :

La zone de lavage des fûts est équipée d'une rétention enterrée grillagée. Les eaux souillées sont
--

ensuite récupérées dans une cuve de 20 m³ en plastique équipée d'une double paroi. Ces eaux sont ensuite pompées et évacuées vers une installation de traitement appropriée. Actuellement, la cuve n'est pas équipée d'une rétention pour retenir les éventuelles eaux qui s'échapperaient en cas de fuite de la cuve ou du flexible du pompage. Suite à la remarque de l'inspection, l'exploitant a prévu de mettre en place une rétention pour prévenir une éventuelle fuite.

Lors de la visite sur site, l'inspection a visualisé la zone de commande de l'électrovanne de confinement, près du bassin de rétention.

Celle-ci se ferme automatiquement par le SSI lorsqu'un incendie est détecté.

Elle est également manœuvrable à proximité en appuyant sur un bouton, au niveau de la zone de commande, et le cas échéant, à l'aide d'une manivelle.

Ces manœuvres ne paraissent pas évidentes sans explication.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'afficher un mode opératoire à proximité du poste de commande de l'électrovanne sous un mois ;
- d'associer un dispositif de rétention à la cuve de stockage des eaux souillées sous trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 et 3 mois